



[n Editions précédentes](#)

[n Contactez nous](#)

[n](#)

ACCESSIONS [haut de page](#)

M. Lamy se félicite de la conclusion des négociations en vue de l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC



Le 28 octobre, le Directeur général, M. Pascal Lamy, s'est félicité de la conclusion des négociations du Groupe de travail de l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC. "Il s'agit là d'une étape très importante dans l'accession de l'Arabie saoudite à l'OMC. Je suis heureux de constater que l'énorme travail effectué par l'Arabie saoudite a maintenant rapproché le pays de l'entrée à l'OMC. Nous attendons confirmation du Conseil général dans les jours à venir", a-t-il indiqué.

Le Président du Groupe de travail souligne le statut de PMA du Bhoutan

À la deuxième réunion du Groupe de travail de l'accession du Bhoutan, le 6 octobre, M. l'Ambassadeur Wolfgang Petritsch a dit que les Membres devaient tenir compte, dans les négociations, du statut spécial du Bhoutan en tant que PMA sans littoral.

> [Pour en savoir plus](#)

Les négociations en vue de l'accession de la Serbie sont maintenant engagées

À la première réunion du Groupe de travail de l'accession de la Serbie, le 7 octobre, le Ministre des relations économiques internationales du pays, M. Milan Parivodic, a indiqué que son pays devait impérativement accéder à l'OMC pour devenir concurrentiel et s'intégrer dans l'économie mondiale.

> [Pour en savoir plus](#)

Les négociations en vue de l'accession du Monténégro sont lancées

La Ministre des relations économiques internationales du Monténégro, Mme Gordana Djurovic, a dit que la première réunion du Groupe de travail de l'accession de son pays, qui s'est tenue le 4 octobre, marquait "une étape importante dans la transition du Monténégro vers une pleine économie de marché et de libre échange".

> [Pour en savoir plus](#)

Le Yémen souligne sa volonté d'accéder à l'OMC

Le Ministre yéménite de l'industrie et du commerce, Khaled Rajeh Sheikh, a dit, lors de la deuxième réunion du Groupe de travail de l'accession de son pays, le 3 octobre, que l'accession à l'OMC était "une étape nécessaire et une composante importante dans les efforts déployés par le Yémen pour s'intégrer dans l'économie mondiale".

> [Pour en savoir plus](#)

Le Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan tient sa troisième réunion:

Le Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan a tenu sa troisième réunion le 14 octobre. Il a poursuivi l'examen du régime de commerce extérieur du pays sur la base de réponses additionnelles aux questions posées, du plan d'action législatif révisé et de listes révisées ou de renseignements communiqués sur l'agriculture, les mesures SPS, les OTC et les ADPIC. Une réunion plurilatérale a également eu lieu le même jour pour examiner le soutien interne et les subventions à l'exportation dans le secteur agricole.

n

ACTIVITÉS DE L'OMC

Les Directeurs généraux adjoints entrent en fonction [haut de page](#)



Les Directeurs généraux adjoints de l'OMC, M. Alejandro Jara (Chili), Mme Valentine Rugwabiza (Rwanda), M. Harsha V. Singh (Inde) et M. Rufus Yerxa (États-Unis), ont pris leurs fonctions le 1er octobre 2005. Le Directeur général, M. Pascal Lamy, avait informé le Conseil général de son choix en juillet dernier.

> [Pour en savoir plus](#)



À la réunion du Conseil général du 19 octobre, M. Lamy, en qualité de Président du Comité des négociations commerciales, a souligné la nécessité d'une action urgente de tous afin qu'un projet de texte ministériel soit établi d'ici à la mi-novembre sur la base d'une convergence des négociateurs.

> [Pour en savoir plus](#)

Le Directeur général, dans un [discours](#) prononcé depuis Paris dans le cadre d'une conférence vidéo interactive lors de la Conférence annuelle du réseau parlementaire de la Banque mondiale à Helsinki le 22 octobre 2005, a indiqué qu'on avait enregistré "des progrès dans le dossier de l'agriculture la semaine dernière", mais que les positions restaient "trop éloignées sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles pour permettre aux négociations de progresser". La veille, il avait donné la conférence inaugurale du Master of Public Affairs à l'Institut d'études politiques de Paris.

Dans le [rapport](#) qu'il a fait au Conseil général le 19 octobre, le Directeur général a indiqué qu'il insisterait auprès des Ministres réunis informellement à Genève sur le fait que "nous sommes soumis à une forte pression de temps" dans les négociations. Il a dit que les Ministres devaient tirer parti de l'élan acquis la semaine dernière "pour nous permettre d'avancer sur toutes les questions dans tous les domaines".

Dans une [déclaration](#) faite à la réunion du Comité des négociations commerciales de l'OMC, le 13 octobre, M. Lamy a dit que les négociations commerciales avaient pris "un nouvel élan" avec la proposition sur l'agriculture présentée par les États-Unis. "Il est essentiel que l'aspect développement reste au premier plan des négociations sur l'agriculture, comme du Cycle dans son ensemble", a-t-il ajouté.

Le Directeur général, et le Secrétaire au commerce, à l'industrie et à la technologie de Hong Kong, Chine, M. John Tsang, qui est aussi Président de la 6ème Conférence ministérielle de l'OMC, ont été les orateurs de marque d'une [table ronde](#) qui s'est tenue le 16 octobre à l'Université de Hong Kong. Les représentants d'ONG ont participé à une discussion ouverte. L'événement a été retransmis sur le site Web du gouvernement hôte. M. Lamy s'est également adressé aux journalistes au Club des correspondants étrangers à Hong Kong.

Dans un [discours](#) prononcé à Montreux le 5 octobre 2005 lors du Forum exécutif du Centre du commerce international sur la stratégie nationale d'exportation, M. Lamy a dit que les services étaient "un élément fondamental du Programme de Doha pour le développement". "Il existe un lien manifeste entre le développement et les avantages résultant de l'ouverture des marchés de services", a-t-il ajouté.

Les auteurs africains de l'initiative sur le coton saluent des progrès "historiques" dans le domaine du développement

Les auteurs africains de l'initiative sur le coton ont salué les progrès accomplis concernant le volet développement de l'initiative, indiquant que cet aspect du cadre du 1er août 2004 prenait finalement forme, comme en a été informé le Sous-Comité du coton à sa septième réunion, le 28 octobre.

> [Pour en savoir plus](#)

n

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES [haut de page](#)

République de Guinée: le régime commercial s'est amélioré, mais la bonne gouvernance et la diversification des échanges restent des défis majeurs



D'après un rapport du Secrétariat de l'OMC sur la politique et les pratiques commerciales de la République de Guinée, ce pays a globalement amélioré son régime de commerce extérieur depuis le dernier examen en 1999, notamment en unifiant son tarif douanier en 2005 dans le cadre de la réforme convenue avec les autres membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La politique commerciale de la Guinée vise désormais à accroître la contribution du commerce à la croissance économique en diversifiant et en stimulant les exportations, notamment celles des secteurs de l'agriculture et de la pêche et du secteur non minier. Selon le rapport, la bonne gouvernance, la diversification des exportations, qui permettra au pays d'être moins tributaire des produits miniers, et la réforme budgétaire comptent parmi les principaux défis que la République de Guinée doit relever pour surmonter la crise économique dans laquelle elle se trouve et lutter avec succès contre la pauvreté.

> [Pour en savoir plus](#)

L'OMC encourage la Tunisie à poursuivre ses réformes

Le deuxième examen de la politique commerciale de la Tunisie s'est achevé avec succès après une analyse détaillée de ses réformes depuis son premier examen en 1994. La délégation tunisienne à la réunion était conduite par Son Excellence le Ministre Mondher Zenaidi. Les Membres ont félicité la Tunisie pour sa croissance économique soutenue et ses progrès en matière d'amélioration du niveau de vie, dus en grande partie à ses réformes macro économiques durant la dernière décennie. Des Membres ont aussi félicité la Tunisie pour ses efforts en matière de facilitation des échanges et de démantèlement des restrictions quantitatives à l'importation. Eu égard au niveau élevé de ses droits de douane, les Membres ont encouragé la Tunisie à amplifier ses réformes commerciales afin d'adhérer plus étroitement aux principes de l'OMC, de démanteler le

dualisme au sein de son économie et de tirer profit de façon plus effective de ses avantages comparatifs.

> [Pour en savoir plus](#)

n

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS [haut de page](#)



En octobre 2005, l'OMC a publié les rapports de groupes spéciaux ci-après:

- le 31 octobre, le rapport concernant la plainte des Communautés européennes dans l'affaire "États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")" (DS294);
> [Pour en savoir plus](#)
- le 28 octobre, le rapport concernant l'affaire "Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie" (DS312); et
> [Pour en savoir plus](#)
- le 7 octobre, le rapport concernant la plainte des États-Unis dans l'affaire "Mexique – Mesures fiscales concernant les boissons sans alcool et autres boissons" (DS308).
> [Pour en savoir plus](#)

L'OMC a publié les décisions de l'arbitre ci-après:

- le 28 octobre, la décision concernant le délai raisonnable à ménager aux CE pour leur permettre de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends dans l'affaire "Communautés européennes – Subventions à l'exportation de sucre" (DS265, DS266, DS283); et
> [Pour en savoir plus](#)
- le 27 octobre, la deuxième décision concernant la mise en œuvre par les Communautés européennes de la dérogation accordée par la Conférence ministérielle de Doha en relation avec leur régime applicable aux bananes ("Communautés européennes – L'accord de partenariat ACP-CE, Décision du 14 novembre 2001", WT/MIN(01)/15).
> [Pour en savoir plus](#)

Le commerce est un "outil fondamental" dans la lutte contre la pauvreté

Le Directeur général, M. Pascal Lamy, a indiqué, dans un [discours](#) tenu devant la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement le 6 octobre à Genève, que "ce qui compte pour finir, c'est que le commerce agisse et soit efficace comme moteur de la croissance du PIB et du développement". "Les intérêts économiques et les besoins des pays en développement en matière de développement sont au cœur du Programme de Doha", a-t-il ajouté.

Dans son [allocution d'ouverture](#) du Symposium de l'OMC sur le commerce et le développement durable, le 10 octobre, le Directeur général a dit que l'OMC devait faire en sorte que ses règles contribuent à résoudre les problèmes environnementaux et appuient la mise en œuvre d'accords multilatéraux de protection de l'environnement. Il a également préconisé une libéralisation du commerce des biens et des services qui peuvent aider à protéger l'environnement.

Prorogation de la période de transition accordée aux pays en développement pour les subventions à l'exportation

Le 27 octobre 2005, le Comité des subventions et des mesures compensatoires (Comité SMC) de l'OMC a prorogé d'un an (jusqu'à la fin de 2006) la période de transition accordée à 19 pays en développement pour l'élimination des programmes de subventions à l'exportation. Les pays concernés sont les suivants: Antigua et-Barbuda, Barbade, Belize, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Fidji, Grenade, Guatemala, Jamaïque, Jordanie, Maurice, Panama, Papouasie Nouvelle-Guinée, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint Kitts-et-Nevis, Saint Vincent-et-les Grenadines et Uruguay.

> [Pour en savoir plus](#)

Le 8ème cours d'introduction à l'OMC pour les PMA s'achève à Genève

Le 8ème cours d'introduction à l'OMC pour les pays les moins avancés (PMA), organisé par l'Institut de formation et de coopération technique de l'OMC, s'est terminé à Genève le 21 octobre.

> [Pour en savoir plus](#)

La croissance du commerce devrait ralentir en 2005 par rapport au rythme record de 2004



Le recul de la production économique, dû en partie à la forte hausse des prix du pétrole, va ralentir la croissance du commerce mondial en 2005, d'après la publication annuelle de l'OMC sur les statistiques du commerce international publiée le 27 octobre. Les exportations mondiales de marchandises devraient augmenter de 6,5 pour cent en 2005, soit nettement moins que la croissance de 9 pour cent enregistrée en 2004. "Même si la croissance du commerce reste satisfaisante en 2005, la tendance à une décélération est quelque peu préoccupante", a déclaré le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy. "Pour nous engager sur la bonne voie, nous devons développer les possibilités d'échanges, en particulier dans les pays en développement, et nous devons ajuster les règles du commerce mondial afin de mieux répondre aux besoins des entrepreneurs au XXI^e siècle. C'est en menant à bien le cycle de négociations commerciales mondiales engagé dans le cadre du Programme de Doha pour le développement que nous y parviendrons."

> [Pour en savoir plus](#)

Un ouvrage célèbre le 10^{ème} anniversaire du système de règlement des différends de l'OMC

Le 6 octobre, l'OMC a publié, sous la direction de Rufus Yerxa, Directeur général adjoint, et de Bruce Wilson, Directeur de la Division des affaires juridiques, un ouvrage intitulé "Questions clés dans le domaine du règlement des différends: les dix premières années" qui contient des contributions d'administrateurs du Secrétariat de l'OMC et d'experts extérieurs.

> [Pour en savoir plus](#)

Le Secrétariat de l'OMC annonce que le nombre de nouvelles enquêtes antidumping et de nouvelles mesures antidumping finales continue à diminuer

Le Secrétariat de l'OMC a annoncé, le 24 octobre 2005, qu'au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2005, le nombre d'ouvertures de nouvelles enquêtes antidumping et le nombre de nouvelles mesures appliquées ont poursuivi l'évolution à la baisse dont il avait été fait état précédemment. Au cours de la période allant de janvier à juin 2005, 15 Membres ont indiqué avoir ouvert 96 nouvelles enquêtes au total, ce qui représente une diminution par rapport aux 106 enquêtes ouvertes pendant la période correspondante de 2004. Au total, 12 Membres ont appliqué 53 nouvelles mesures antidumping finales entre janvier et juin 2005, contre 58 entre janvier et juin 2004. Vingt et une des 96 nouvelles enquêtes ont été ouvertes par des Membres développés et 24 des 53 nouvelles mesures finales ont été appliquées par des Membres développés, au cours du

premier semestre de 2005. En comparaison, ce sont 40 nouvelles enquêtes qui avaient été ouvertes et 23 nouvelles mesures qui avaient été appliquées par des Membres développés au cours du premier semestre de 2004.

> [Pour en savoir plus](#)

contactez-nous : Organisation mondiale du commerce, rue de Lausanne 154, CH-1211 Genève 21, Suisse